ASSEMBLÉE NATIONALE

14ème législature

opérations extérieures

Question au Gouvernement n° 3038

Texte de la question

ACCORD DE PAIX AU MALI

M. le président. La parole est à M. Serge Janquin, pour le groupe socialiste, républicain et citoyen.

M. Serge Janquin. Monsieur le président, ma question s'adresse à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international. J'y associe mon collègue Razzy Hammadi, président du groupe d'amitié France-Mali.

Monsieur le ministre, samedi 20 juin, l'accord de paix et de réconciliation pour le Mali, négocié depuis plus d'un an à Alger, et pour lequel se sont personnellement impliqués les présidents algérien et français, a enfin été signé par la Coalition des mouvements de l'Azawad. Cela signifie que le conflit qui ensanglante le Mali depuis janvier 2012 a pris fin. L'engagement de toutes les parties prenantes maliennes en faveur de la réconciliation, la médiation algérienne, l'action de la France et de l'ONU ont porté leurs fruits.

À la demande du peuple malien, qui craignait pour sa sécurité, la France a pris ses responsabilités. Dès janvier 2013, l'opération Serval a eu pour but de protéger les populations et de lutter contre le joug terroriste. La France est toujours présente dans la région grâce à la mission Barkhane. La France participe à la MINUSMA –mission multidimensionnelle des Nations unies pour la stabilisation au Mali – qui est déployée depuis un an. Vous faites en sorte que l'aide européenne au maintien de la paix soit prorogée, voire accrue, et je tiens ici à saluer le courage de nos soldats, comme chacun de nous sur tous les bancs de cette assemblée, j'en suis persuadé.

Il est indispensable que la France continue de soutenir la MINUSMA. Des officiers de la mission Barkhane seront rattachés à son état-major, qui compte aujourd'hui plus de 10 000 militaires et policiers. La signature des accords de paix, qui a été rendue possible grâce à la mobilisation de chacun, doit en effet être suivie de faits concrets afin que la paix revienne dans cette partie de l'Afrique. Elle ne sera pérenne que si toutes les parties honorent leurs engagements.

Monsieur le ministre, ainsi que vous l'avez récemment exprimé : « Renforcer l'ONU, c'est renforcer notre propre sécurité. S'impliquer en faveur de la paix durable au Mali, c'est aussi renforcer notre sécurité. »

M. le président. La parole est à M. le ministre des affaires étrangères et du développement international.

M. Laurent Fabius, *ministre des affaires étrangères et du développement international.* J'ai encore le souvenir de cet après-midi du mois de janvier 2013, lors duquel le Président de la République, alors que j'étais à ses côtés, a reçu un appel du président de transition malien, comme on l'appelait alors, M. Traoré. Celui-ci lui a dit en substance que la France était un des rares pays à avoir donné l'alerte durant des mois sur la situation du

Mali, que des groupes terroristes roulaient sur Bamako et qu'il demandait à la France d'intervenir car elle était le seul pays à disposer des forces militaires pour le faire. Il a ajouté que si nous notre pays ne le faisait pas, les terroristes prendraient bientôt le Mali et qu'il serait mort. Le Président de la République a pris sa décision. C'était en janvier 2013.

Près de deux ans et demi après cet appel, les terroristes ont été repoussés, une élection présidentielle puis des élections législatives ont eu lieu dans des conditions parfaitement régulières, le Mali a repris son développement et enregistré l'année dernière un taux de croissance de 7 %. Enfin, samedi dernier, les groupes du nord du pays ont signé un accord avec le sud pour le retour de la démocratie.

La diplomatie et les forces militaires n'ont pas toujours le succès escompté. Cette fois-ci, cependant, le succès a été au rendez-vous à la fois pour le Mali, pour la communauté internationale, pour la France. Il faudra bien sûr le prolonger par la présence de toute une série d'acteurs, par la décentralisation, le développement économique et le soutien, y compris aux Nations unies. Ce succès aura néanmoins été possible grâce à vous, et je pense qu'on peut aujourd'hui le saluer. *(Applaudissements sur les bancs du groupe socialiste, républicain et citoyen.)*

Données clés

Auteur : M. Serge Janquin
Circonscription : Pas-de-Calais (10e circonscription) - Socialiste, écologiste et républicain
Type de question : Question au Gouvernement
Numéro de la question : 3038
Rubrique : Défense
Ministère interrogé : Affaires étrangères
Ministère attributaire : Affaires étrangères

Date(s) clée(s)

Question publiée au JO le : 24 juin 2015
La question a été posée au Gouvernement en séance, parue dans le journal officiel le 24 juin 2015